

**Message de Juan Somavia
Directeur général du Bureau international du Travail
à l'occasion de la
Journée mondiale de l'environnement**

5 juin 2009

La crise économique et financière nous incite à repenser les valeurs, les politiques et les pratiques qui ont conduit à une crise mondiale de l'emploi tout en aggravant la pauvreté et les inégalités, et à une indifférence générale à l'égard de l'environnement.

Nous ignorons le coût de plus en plus exorbitant des modes de production et de consommation énergivores et les menaces que le changement climatique fait planer sur notre survie. Assurer une économie à haut niveau d'emploi et à faible émission de carbone doit devenir une priorité absolue dans notre cheminement vers un modèle de développement plus durable.

Des emplois verts qui contribuent à la préservation ou à la restauration de l'environnement sont créés directement et indirectement. Ce qui est tout aussi important, bien que moins visible, c'est que les emplois verts peuvent contribuer à rendre l'économie tout entière plus inoffensive pour l'environnement. Cependant, adapter les modes de production et de consommation à une économie verte émettant peu de carbone est un défi qui concerne les entreprises et les lieux de travail partout dans le monde.

De la même manière, l'adaptation au changement climatique pose un énorme défi, en particulier pour les pays en développement qui n'ont guère contribué au problème mais qui risquent d'en souffrir le plus. En décembre de cette année, la Conférence de Copenhague sur le changement climatique sera l'occasion de faire un grand pas en avant si un nouvel accord ambitieux, tenant dûment compte des trois piliers – économique, social et environnemental – du développement durable est conclu.

L'Initiative Emplois verts, parrainée conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'OIT, la Confédération syndicale internationale (CSI) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE), a mis en exergue la promesse d'un triple bénéfice à tirer des emplois verts: des entreprises durables, une réduction de la pauvreté, et une reprise économique centrée sur les emplois¹.

Pour relever le double défi que constituent la crise économique et le changement climatique, il faudra adapter les emplois et les lieux de travail existants et investir dans de nouvelles technologies qui créent de nouvelles sources de croissance, des entreprises et des emplois. Les emplois verts sont une option réaliste et efficace pour revitaliser l'économie et créer rapidement un grand nombre d'emplois². De même, investir dans l'adaptation au changement climatique pourrait fournir beaucoup de nouveaux emplois, en particulier pour les personnes économiquement faibles.

¹ Voir le rapport sur les emplois verts à l'adresse suivante : http://www.unep.org/pdf/A_Global_Green_New_Deal_Policy_Brief.pdf

² Pour une discussion plus détaillée, voir, par exemple, BIT : *Lutter contre la crise financière et économique par le travail décent* ; PNUE : *The Green New Deal – A policy brief*.

L'OIT participe avec le PNUE et d'autres partenaires multilatéraux à une "initiative sur l'Economie verte", adoptée par le CEB (Conseil des Chefs de Secrétariat des Nations Unies pour la Coordination) pour répondre à la crise en promouvant la durabilité environnementale à long terme en tant que partie intégrante des dépenses de relance et de reprise et mettre le monde sur une voie favorable au climat.

Il est encourageant de voir qu'un nombre croissant de plans de relance incluent un appui à l'écologisation de l'économie et à la création d'emplois verts. Cependant, pour arracher à la pauvreté les millions de travailleurs qui survivent avec moins de 2 dollars par jour il faut non seulement des emplois verts, mais aussi un travail décent – où la promotion de l'entreprise et de la création d'emplois s'accompagne de mesures visant à assurer des revenus suffisants et une protection sociale, un appui au dialogue social et le respect des droits des travailleurs.

Si elles sont investies à bon escient, les ressources dépensées pour la reprise pourraient laisser en héritage des infrastructures économes en énergie, des écosystèmes régénérés, des sources d'énergie renouvelables, et des entreprises et des lieux de travail plus capables d'adaptation au changement climatique.

Elles pourraient aussi préparer un avenir économique plus vert, écologiquement rationnel, productif sur le plan économique et viable sur le plan social.

* * *